



MUNICIPALITÉ DE NOTRE-DAME-DU-MONT-CARMEL
3860 rue de l'Hôtel-de-Ville, Notre-Dame du-Mont-Carmel (QC) G0X 3J0
Téléphone : (819) 375-9856 / Télécopieur : (819) 373-4045
Courriel : municipalite@mont-carmel.org
Site internet : www.mont-carmel.org

Municipalité de Notre-Dame-du-Mont-Carmel

Règlement relatif à la prévention incendie

Adopté le : 2 décembre 2013

Règlement numéro 713

SECTION 1 DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES

1.1 Titre du règlement

Le présent règlement est intitulé «Règlement relatif à la prévention incendie». Il porte le numéro 713.

1.2 Objet du règlement

Le présent règlement a pour objet de mettre en place des mesures de prévention contre les incendies dans le but d'assurer la sécurité des personnes et la protection des biens.

1.3 Territoire assujetti à ce règlement

Le présent règlement s'applique sur l'ensemble du territoire de la municipalité de Notre-Dame-du-Mont-Carmel.

1.4 Abrogation des règlements antérieurs

Les règlements 308, 368 et 508 et leurs amendements sont abrogés.

1.5 Invalidité partielle

Le conseil municipal adopte et décrète ce règlement dans son ensemble, chapitre par chapitre, section par section et également article par article.

Dans le cas où une partie du présent règlement serait déclarée nulle par un tribunal ayant juridiction en la matière, les autres parties ne seront d'aucune façon affectées par une telle décision et continueront de s'appliquer.

1.6 Droits acquis

Aucun immeuble ne jouit de droits acquis à l'encontre des dispositions du présent règlement.

1.7 Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur conformément aux dispositions prévues par la loi.

SECTION 2 INFRACTIONS, RECOURS ET AMENDES

2.1 Infraction

Quiconque contrevient ou ne se conforme pas à l'une ou l'autre des dispositions du présent règlement commet une infraction.

Quiconque fait une fausse déclaration ou produit des renseignements ou des documents erronés à l'égard des dispositions du présents règlement commet une infraction.

2.2 Recours devant les tribunaux

La municipalité peut exercer devant les tribunaux les recours par action pénale et les recours de droit civil nécessaires pour faire respecter les dispositions des présents règlements.

2.3 Amendes

Quiconque commet une infraction aux dispositions du présent règlement est passible des peines d'amendes suivantes :

- . si le contrevenant est une personne physique, une amende d'un montant minimal de 100\$ et maximal 200\$;
- . si le contrevenant est une personne morale, une amende d'un montant minimal de 200\$ et maximal de 400\$.

Lorsque cette infraction est continue, cette continuité constituera jour par jour une infraction séparée. Dans ce cas, le contrevenant est passible d'une amende pour chaque jour que dure l'infraction.

En cas de récidive, les montants d'amendes prévus au présent article sont les suivants :

- . si le contrevenant est une personne physique, une amende d'un montant minimal de 500\$ et maximal 1 000\$;
- . si le contrevenant est une personne morale, une amende d'un montant minimal de 1 000\$ et maximal de 2 000\$.

SECTION 3 DISPOSITIONS INTERPRÉTATIVES

3.1 Interprétation du texte

Dans le texte du présent règlement, les règles suivantes s'appliquent:

- . l'emploi du verbe au présent inclut le futur et vice versa;
- . le singulier comprend le pluriel et vice-versa, à moins que la phraséologie ou le sens n'impliquent clairement qu'il ne peut en être ainsi;
- . le genre masculin comprend le féminin, à moins que le sens n'indique le contraire;
- . avec l'emploi du verbe « devoir », l'obligation est absolue;
- . l'emploi du verbe « pouvoir » conserve un sens facultatif, sauf dans l'expression « ne peut », où l'obligation est absolue.

3.2 Terminologie

Les mots et les expressions qui suivent ont le sens, et la signification qui leur sont attribués ci-après.

Activité populaire	Fête, festival, kermesse et toute autre activité se tenant à l'extérieur et ouvert au public.
Avertisseur de fumée	Avertisseur avec sonnerie incorporé, conçu pour donner l'alarme dès la détection de fumée dans la pièce où il se trouve.
Avertisseur de monoxyde de carbone	Avertisseur avec sonnerie incorporée, conçu pour donner l'alarme dès la détection de monoxyde de carbone dans la pièce où il se trouve.
Avertisseur de propane	Avertisseur avec sonnerie incorporée, conçu pour donner l'alarme dès la détection de gaz propane dans pièce où il se trouve.
Bâtiment d'habitation	Bâtiment comprenant un ou plusieurs logements et servant de résidence aux personnes.
Centre de télésurveillance	Installation recevant les signaux d'alarme incendie et où l'on retrouve en tout temps le personnel qualifié pour traiter l'appel et l'acheminer aux services d'urgences.
Colportage	Action d'un marchand ambulant qui vend des marchandises ou des services de porte en porte.

Combustible solide	Bois, tourbe, granules, charbon, maïs et autres sous-produits de la biomasse, utilisés comme combustibles dans un appareil de chauffage et/ou de cuisson.
Logement	Une unité d'habitation comprenant une ou plusieurs pièces, pourvue de commodités de chauffage, de cuisson et d'hygiène et servant de résidence aux personnes.
Issue	Partie d'un moyen d'évacuation, y compris les portes, qui conduit de l'aire de plancher qu'il dessert à un bâtiment distinct, à une voie de circulation publique ou à un endroit extérieur à découvert non exposé au feu provenant du bâtiment et ayant un accès à une voie de circulation publique.
Maison de chambre	Résidence qui offre une ou plusieurs chambres en location à des personnes qui ne sont pas apparentées au propriétaire.
Marchandise dangereuse	Produits ou substances règlementés par la «Loi sur le transport des marchandises dangereuses» et son règlement.
Matière combustible	Matière qui, en présence d'oxygène et d'énergie peut se combiner à l'oxygène (qui sert de carburant) dans une réaction chimique générant une chaleur.
Municipalité	Municipalité de Notre-Dame-du-Mont-Carmel.
Ramonage	Procédé par lequel on extrait à l'aide d'un racloir, d'une brosse métallique ou en nylon, la suie, le créosote et autres corps étrangers qui adhèrent aux parois intérieures des cheminées, des tuyaux à fumée et des appareils de chauffage.
Remise de propriété	Document remis au propriétaire d'un lieu où le service de sécurité incendie a dû intervenir suite à un appel d'urgence, par lequel le directeur ou un officier du service de sécurité incendie, confirme que l'intervention est terminée.
Résidence supervisée	Résidence hébergeant des personnes qui requièrent des services d'aide à la personne et qui peuvent nécessiter une assistance pour leur évacuation.
SSI	Service de sécurité incendie de la municipalité de Notre-Dame-du-Mont-Carmel.
Voie d'accès	Allée ou voie de libre circulation établie dans le but de relier par le plus court chemin la voie publique la plus rapprochée à tout bâtiment visé dans le présent règlement.

SECTION 4 APPLICATION DU RÈGLEMENT

4.1 Devoirs du propriétaire ou de l'occupant d'un immeuble

Le propriétaire, le locataire, l'occupant ou la personne qui a la garde d'un immeuble doit respecter les normes et dispositions du présent règlement.

Il doit permettre à l'autorité compétente de pénétrer sur son terrain et dans tous ses bâtiments afin que celle-ci puisse procéder à la visite et à l'inspection des lieux. Il doit aussi répondre aux questions de l'autorité compétente.

En aucun cas une inspection effectuée par l'autorité compétente ne relève le propriétaire ou l'occupant d'un immeuble de sa responsabilité de se conformer au présent règlement, ni à le soustraire de l'application d'une loi, d'un règlement ou d'une directive du gouvernement du Québec, du gouvernement du Canada et de leurs mandataires.

4.2 Autorité compétente

Le directeur du SSI de la municipalité ou son représentant désigné, ainsi que le coordonnateur préventionniste de la MRC des Chenaux sont chargés de l'administration et de l'application du présent règlement.

4.3 Pouvoirs de l'autorité compétente

L'autorité compétente possède les pouvoirs qui suivent.

- . Visiter et examiner, entre 07h00 et 22h00, ou en tout temps en cas d'urgence, tout terrain ainsi que l'intérieur et l'extérieur de tout bâtiment pour vérifier si les dispositions du présent règlement sont observées.
- . Exiger du propriétaire ou de l'occupant tout renseignement ou document nécessaire à l'application du présent règlement.
- . Exiger du propriétaire ou de l'occupant toute mesure corrective qui vise le respect des dispositions du présent règlement.
- . Émettre des avis de courtoisie, des avis d'infraction et des constats d'infraction à toute personne qui ne respectent pas les dispositions du présent règlement.
- . Proposer différents moyens pour prévenir les incendies et aider à élaborer des plans d'évacuation des lieux ou toute autre intervention concernant la sécurité du public.

- . Lorsque qu'il a des raisons de croire qu'il existe, dans l'utilisation, l'exploitation ou l'état d'un terrain ou d'un bâtiment, un danger concernant la prévention des incendies ou la sécurité des personnes, l'autorité compétente peut exiger que des mesures appropriées soient prises sur-le-champ pour éliminer ou confiner ce danger ou ordonner l'évacuation immédiate des personnes qui se trouvent dans ce bâtiment ou sur ce terrain et/ou en empêcher l'accès aussi longtemps que le danger subsistera .

4.4 Pouvoirs d'intervention du SSI

Le personnel du SSI peut pénétrer sur un terrain, dans un bâtiment ou un véhicule et y pratiquer des brèches nécessaires dans les clôtures, murs, toits et autres endroits aux fins de sauvetage de personnes ou pour combattre un incendie, pourvu qu'il y ait apparence raisonnable d'un risque de danger pour des personnes, des animaux ou des biens. L'officier responsable du SSI peut autoriser la démolition de tout bâtiment et toute construction lorsqu'il le juge nécessaire pour éviter la propagation d'un incendie ou de tout autre risque.

L'officier responsable du SSI peut faire établir un périmètre de sécurité autour de la scène d'un sinistre afin d'y limiter l'accès aux seules personnes et véhicules autorisés. Il peut aussi fermer toute rue nécessaire à l'établissement de ce périmètre de sécurité.

L'officier responsable du SSI peut ordonner l'évacuation d'un périmètre qu'il détermine, lorsqu'il constate qu'en raison de la nature ou de l'ampleur d'un sinistre, la sécurité ou la vie des personnes est mise en danger.

Lors d'un sinistre, le personnel du SSI peut procéder à l'expulsion de toute personne qui entrave de quelque manière que ce soit le travail du SSI ou qui refuse d'obtempérer aux ordres qui lui sont donnés.

Après un sinistre, l'officier responsable du SSI peut prendre toutes les mesures de sécurité nécessaires, notamment pour interdire l'accès au site devenu dangereux et y assurer une surveillance et le tout, aux frais du propriétaire.

Lors du déclenchement d'un système d'alarme incendie, si personne ne se trouve à l'intérieur du bâtiment et qu'il est impossible pour l'officier responsable du SSI de contacter toute personne pouvant en permettre l'accès, le personnel du SSI est autorisé à utiliser la force nécessaire afin de pénétrer à l'intérieur dudit bâtiment dans le but d'évaluer le danger et, le cas échéant, d'interrompre le système d'alarme incendie. Suite à une entrée forcée, l'officier responsable du SSI est autorisé à faire appel à une personne qualifiée pour effectuer les réparations qui s'imposent afin d'assurer la protection des citoyens et du bâtiment. Le propriétaire du bâtiment doit assumer les frais engendrés par le SSI lors d'une intervention effectuée en vertu du présent alinéa et en aucun temps la municipalité ne peut être tenue responsable des dommages ainsi causés.

SECTION 5 BÂTIMENTS

5.1 Accès aux bâtiments

Tout bâtiment doit être accessible par l'équipement du service de sécurité incendie. Toutes les voies d'accès aux bâtiments doivent être maintenues en bon état et libres de tout obstacle ou obstruction en tout temps.

5.2 Issues des bâtiments

Les issues et les accès aux issues de tout bâtiment doivent être libres en tout temps et ne pas être obstrués. Les accès aux issues ne doivent en aucun cas servir de lieu d'entreposage.

Aucun miroir ou revêtement ou objet réfléchissant susceptible de tromper sur le sens d'une issue ne doit être placé dans une issue ou près d'une issue.

5.3 Salle publique

À l'intérieur d'une salle publique, il est interdit d'installer du matériel décoratif combustible sauf s'il est ignifugé et disposé de façon à ne pas obstruer les issues. Il est interdit d'employer toute flamme nue aux fins d'éclairage ou de décoration.

5.4 Bâtiments dangereux

Tout bâtiment ou partie de bâtiment abandonné, inhabité ou non utilisé qui représente un danger pour la population ou un risque d'incendie doit être solidement barricadé sans délai par son propriétaire de façon à empêcher l'accès à quiconque voudrait s'y introduire sans autorisation. Le bâtiment ou la partie du bâtiment doit demeurer barricadé tant que les travaux visant à le sécuriser ne sont pas effectués.

5.5 Bâtiments incendiés

Le propriétaire d'un immeuble doit prendre toutes les mesures de sécurité nécessaires après un incendie notamment pour interdire l'accès au site devenu dangereux et y assurer une surveillance.

Tout bâtiment incendié ou endommagé lors d'un sinistre doit être solidement barricadé dans les 48 heures suivant la remise de propriété et doit le demeurer tant que les travaux de rénovation ou de démolition ne sont pas complétés.

Lorsqu'un bâtiment est endommagé au point qu'une partie ou la totalité de celui-ci risque de s'écrouler, le propriétaire doit procéder à la consolidation ou à la démolition de la superficie

dangereuse dans les 48 heures suivant la remise de propriété ou s'il y a lieu de la fin de l'enquête instituée afin de déterminer les causes de l'incendie.

Le propriétaire doit s'assurer que le site du sinistre soit nettoyé de tous les débris et au besoin remblayé, dans les 30 jours suivant la remise de propriété.

SECTION 6 AVERTISSEURS DE FUMÉE

6.1 Approbation

Tout avertisseur de fumée dont l'installation est prescrite par le présent règlement doit être approuvé par l'«Association canadienne de normalisation» (CSA) ou « Underwriter's Laboratories of Canada » (ULC).

Il est strictement interdit de peindre ou d'altérer de quelque façon que ce soit un avertisseur de fumée.

6.2 Obligation d'un avertisseur de fumée

Des avertisseurs de fumée doivent être installés dans tous les bâtiments d'habitation.

À l'intérieur d'un logement, les avertisseurs de fumée doivent être installés entre chaque aire où l'on dort et les autres pièces. Toutefois, lorsque les aires où l'on dort sont desservies par des corridors, les avertisseurs de fumée doivent être installés dans les corridors.

Dans les logements comprenant plus d'un étage, au moins un avertisseur de fumée doit être installé à chaque étage, incluant les sous-sols et les greniers chauffés.

Lorsque l'aire d'un étage excède 130 mètres carrés, un avertisseur de fumée additionnel doit être installé pour chaque unité de 130 mètres carrés ou partie d'unité.

Dans une maison de chambre, un avertisseur de fumée doit également être installé dans chaque chambre.

Dans un bâtiment comprenant plus d'un logement ayant un accès en commun au niveau du sol, des avertisseurs de fumée doivent également être installés dans chaque cage d'escalier et au milieu de chaque corridor.

6.3 Avertisseurs de fumée dans un nouveau bâtiment

Dans tous les nouveaux bâtiments d'habitation, l'installation d'avertisseurs de fumée raccordés au circuit électrique est obligatoire. Ces avertisseurs doivent être munis d'une pile qui assure leur fonctionnement en cas de panne d'électricité.

Ceux-ci doivent être raccordés de façon permanente à un circuit électrique, sans qu'il n'y ait de dispositif de sectionnement entre le dispositif de protection contre les surintensités et l'avertisseur de fumée.

Lorsque dans un logement plusieurs avertisseurs de fumée sont raccordés au circuit électrique, ceux-ci doivent être reliés entre eux de façon à se déclencher tous automatiquement dès qu'un avertisseur est déclenché.

6.4 Installation des avertisseurs de fumée

Les avertisseurs de fumée doivent être installés selon les instructions du fabricant et à l'un des endroits suivants :

- . au plafond, à plus de 10 centimètres du mur et à une distance minimale de 45 centimètres d'un conduit d'approvisionnement ou d'air;
- . sur un mur, entre 10 et 30 centimètres du plafond.

6.5 Équivalence

Un système de détecteurs de fumée et d'alarme satisfait aux normes du présent règlement lorsque :

- . des détecteurs de fumée sont installés partout où des avertisseurs de fumée sont requis par le présent règlement;
- . des dispositifs d'alarme sont installés au voisinage des pièces où l'on dort et à chaque étage;
- . toutes les composantes du système sont approuvées et portent le sceau des autorités compétentes.

6.6 Responsabilité du propriétaire

Le propriétaire doit, sans délai, remplacer, selon les recommandations du fabricant, les avertisseurs de fumée qui sont défectueux ou encore à la date de remplacement suggérée par le fabricant. De plus, le propriétaire doit fournir aux locataires les directives d'entretien des avertisseurs de fumée et doit mettre une pile neuve dans tous les avertisseurs de fumée qui sont installés dans l'immeuble avant que le locataire prenne possession de son logement.

6.7 Responsabilité du locataire

Le locataire occupant un logement ou une chambre doit prendre les mesures pour assurer le bon fonctionnement des avertisseurs de fumée situés à l'intérieur du logement ou de la chambre qu'il occupe, incluant le changement annuel de la pile. Si l'avertisseur de fumée est défectueux, il doit en aviser le propriétaire sans délai.

SECTION 7 AUTRES AVERTISSEURS ET EXTINCTEURS

7.1 Approbation

Tout avertisseur de monoxyde de carbone ou de propane, dont l'installation est prescrite par le présent règlement, doit être approuvé par l'«Association canadienne de normalisation» (CSA) ou « Underwriter's Laboratories of Canada » (ULC).

Il est strictement interdit de peindre ou d'altérer de quelque façon que ce soit un avertisseur de monoxyde de carbone ou de propane.

7.2 Obligation d'un avertisseur de monoxyde de carbone

Un avertisseur de monoxyde de carbone alimenté par un circuit électrique doit être installé selon les directives du fabricant aux endroits suivants :

- . dans tout bâtiment d'habitation doté d'un appareil à combustion solide ou d'un appareil alimenté au gaz naturel ou au propane ou à l'huile;
- . dans tout bâtiment d'habitation contiguë à un garage utilisé ou destiné à être utilisé aux fins de remisage d'un véhicule moteur.

7.3 Obligation d'un avertisseur de propane

Un avertisseur de propane alimenté par un circuit électrique doit être installé selon les directives du fabricant de l'appareil dans toute pièce d'un logement desservi par un appareil au propane.

7.4 Responsabilité du propriétaire

Le propriétaire doit remplacer les avertisseurs de monoxyde de carbone ou de propane sans délai lorsqu'ils sont défectueux ou encore à la date de remplacement suggéré par le fabricant. De plus, il doit faire l'entretien recommandé par le fabricant et, s'il y a lieu, fournir au locataire les directives d'entretien des avertisseurs de monoxyde de carbone ou de propane.

7.5 Obligation d'un extincteur portatif

Un extincteur portatif de type ABC d'au moins 5 livres doit être présent, à proximité d'une issue, aux endroits suivants :

- . une pièce où est installé un appareil de chauffage à combustible solide;
- . à chaque étage dans une maison de chambre.

Les extincteurs portatifs doivent être choisis, installés et entretenus conformément à la norme NFPA 10, «Portable Fire Extinguishers».

SECTION 8 SYSTÈME D'ALARME INCENDIE

8.1 Obligation d'un système d'alarme incendie

Un système d'alarme incendie doit être installé dans tous les immeubles suivants :

- . un établissement d'enseignement public et privé respectivement régi par la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur l'enseignement privé;
- . un centre de la petite enfance, une garderie, une halte-garderie, un jardin d'enfants, un service de garde en milieu familial tel que défini dans la Loi sur les centres de la petite enfance et autres services de garde à l'enfance;
- . un établissement qui fournit des services de santé et des services sociaux, tel que régi par la Loi sur les services de santé et les services sociaux;
- . un centre commercial;

- . un commerce de débit de boisson ou un restaurant pouvant accueillir 60 personnes ou plus;
- . une résidence pour personnes âgées pouvant accueillir 9 personnes et plus;
- . une maison de chambres de 10 chambres ou plus;
- . un bâtiment d'habitation de 9 logements ou plus.

8.2 Éclairage de sécurité

Les bâtiments possédant un système d'alarme incendie doivent être équipés d'un système d'éclairage de sécurité et des panneaux SORTIE. Les panneaux SORTIE et les issues doivent toujours être éclairés lorsque le bâtiment est occupé. L'éclairage de sécurité doit posséder une autonomie de 25 minutes.

8.3 Centre de télésurveillance

Tout système d'alarme incendie exigé en vertu de l'article 8.1 doit être relié à un centre de télésurveillance sauf s'il y a présence, en tout temps et sur les lieux, d'un agent de sécurité installé dans un poste de garde situé à l'intérieur du bâtiment.

8.4 Déclenchement d'une alarme

Lorsqu'un système d'alarme incendie est déclenché, le SSI local doit être le premier contacté. Le propriétaire du bâtiment muni d'un système d'alarme incendie a l'obligation d'informer l'agent de sécurité ou la centrale de télésurveillance de cet ordre de priorité.

SECTION 9 SYSTÈMES DE PROTECTION ET BORNES INCENDIE

9.1 Inspection des systèmes de protection

Les systèmes de protection contre l'incendie utilisant l'eau doivent être inspectés, entretenus et mis à l'essai conformément à la norme NFPA 25, «Inspection, Testing and Maintenance of Water-Based Fire Protection System».

9.2 Accès aux systèmes de protection

L'accès aux raccords-pompiers pour les systèmes de gicleurs ou les réseaux de canalisation d'incendie doivent toujours être dégagés pour les pompiers et leur équipement.

Les raccords-pompiers doivent être clairement identifiés afin de permettre un repérage rapide lors d'une intervention.

9.3 Borne d'incendie

Les bornes d'incendie doivent être accessibles en tout temps au personnel du SSI. Il est interdit d'installer ou d'ériger quoi que ce soit ou de planter des arbres ou arbustes dans un rayon de 1 mètre autour de la borne d'incendie et dans la partie de terrain située entre une borne d'incendie et la voie publique.

Quiconque manipule sans autorisation une borne d'incendie commet une infraction.

SECTION 10 APPAREILS DE CHAUFFAGE ET ÉLECTRIQUES

10.1 Appareil de chauffage

Les dégagements entre un appareil de chauffage et toutes matières combustibles doivent être ceux indiqués sur la plaque d'homologation de l'appareil.

Un appareil de chauffage non homologué doit avoir un dégagement d'un minimum de 48 pouces de toutes matières combustibles.

10.2 Disposition des cendres

Les cendres d'un appareil à combustion solide doivent être disposées dans un contenant incombustible et celles-ci doivent être entreposées et refroidies durant un minimum de 72 heures à l'extérieur de tout bâtiment.

10.3 Panneau électrique

Les circuits des panneaux électriques doivent être clairement identifiés. Le panneau électrique doit être fixé solidement et posséder un couvercle. Un dégagement de 1 mètre doit être respecté autour des panneaux électriques.

10.4 Système électrique

Tout système électrique doit être maintenu en ordre, sans représenter un danger potentiel d'incendie.

10.5 Chambre d'appareillage électrique

Les chambres d'appareillage électrique doivent être clairement identifiées. Il est interdit d'utiliser les chambres d'appareillage électrique à des fins d'entreposage.

SECTION 11 MATIÈRES COMBUSTIBLES, DANGEREUSES ET PROPANE

11.1 Matières combustibles

Il est interdit d'entreposer ou d'accumuler, dans un bâtiment ou sur un terrain, des matières combustibles qui, en raison de leur nature, leur quantité ou leur emplacement, constituent un risque d'incendie.

11.2 Marchandises dangereuses

Le propriétaire ou l'occupant d'un immeuble commercial, industriel ou institutionnel doit indiquer sur la façade du bâtiment, au moyen de plaques d'identification répondant aux normes de la Loi sur le transport de matières dangereuses, la présence de marchandises dangereuses qui y sont utilisées ou entreposées dans des contenants supérieurs à une quantité de 100 litres (20 gallons).

11.3 Gaz propane

Nul ne peut entreposer ou faire usage d'un réservoir de gaz propane dont le poids excède 5 livres à l'intérieur d'un bâtiment, incluant un garage ou une véranda fermé. Un tel réservoir ne peut être installé à l'extérieur sous un escalier de secours, un escalier ou une rampe d'issue.

Cette interdiction ne s'applique pas à un réservoir de gaz propane nécessaire au fonctionnement d'un véhicule; dans un tel cas, la valve doit être fermée dès l'arrêt du moteur du véhicule dans le bâtiment.

11.4 Réservoir de 272 livres (123 kg) et plus

Tout réservoir de gaz propane de 272 livres (123 kg) et plus doit être situé dans un endroit accessible aux véhicules routiers et doit être protégé adéquatement contre les risques de collision. Ce réservoir doit être maintenu dégagé et déneigé en tout temps.

11.5 Appareil de cuisson portatif

Il est interdit d'utiliser un appareil de cuisson portatif alimenté au gaz propane ou au charbon de bois à l'intérieur d'un bâtiment incluant une véranda ou un gazebo fermé, ni à une distance de moins de 1 mètre de toute ouverture ou de matériaux combustibles.

11.6 Activités populaires

Lors de la tenue d'une activité populaire, il est interdit d'installer un réservoir de gaz propane à l'intérieur d'une structure faite de matières combustibles (tente, chapiteau, structure gonflable, etc.) et à une distance de moins de 1 mètre de cette dernière. On doit aussi garder sur les lieux, à proximité de l'appareil à cuisson, un extincteur portatif ABC de 5 livres minimum, fonctionnel.

SECTION 12 FEUX EXTÉRIEURS

12.1 Feux à ciel ouvert

Il est strictement interdit à toute personne d'allumer ou permettre que soit allumé un feu à ciel ouvert, sans avoir obtenu au préalable un certificat d'autorisation à cet effet, émis par l'autorité compétente. Cette interdiction ne s'applique pas à un feu d'ambiance conforme à l'article 12.2.

L'autorité compétente peut accorder une telle autorisation lorsque le feu prévu ne constitue pas un risque pour la sécurité publique, en considérant les éléments suivants :

- . les caractéristiques physiques du lieu;
- . les combustibles utilisés, les dimensions du feu et les espaces de dégagement;
- . les conditions climatiques prévisibles;
- . la capacité du requérant à contrôler le feu qu'il entend allumer et la disponibilité d'équipements et de personnes pour l'extinction du feu en cas d'urgence.

12.2 Feux d'ambiance

Les feux d'ambiance sont autorisés uniquement aux conditions suivantes :

- . le feu doit être confiné dans un contenant en métal, ou dans une installation faite de matériaux non combustibles, tels que pierres, briques ou blocs de béton et dont le diamètre intérieur ne peut excéder 0,75 mètre;

le site du feu doit se situer à un minimum de 3 mètres de tout bâtiment et de toute matière combustible;

le feu doit être sous la surveillance constante d'une personne d'âge adulte.

12.3 Matières interdites

Lors d'un feu d'ambiance ou d'un feu à ciel ouvert, il est interdit de brûler toute matière, qui en raison de leurs propriétés, présente un danger pour la santé ou l'environnement, notamment les matières explosives, gazeuses, corrosives, carburantes, ainsi que tout produit assimilé à une matière dangereuse. Il est aussi interdit de brûler des déchets domestiques, des pneus et toute substance composée de plastique ou de caoutchouc.

SECTION 13 PIÈCES PYROTECHNIQUES PROFESSIONNELLES

13.1 Demande d'autorisation

Il est interdit à toute personne de posséder ou d'utiliser des feux d'artifice en vente contrôlée sans avoir obtenu au préalable un certificat d'autorisation à cet effet, émis par l'autorité compétente. Une autorisation peut être accordée seulement aux conditions suivantes :

- . la demande d'autorisation est faite dans le cadre d'une fête populaire ou communautaire autorisée par le conseil municipal;
- . la personne qui fait la demande doit fournir le nom de celui qui est chargé de l'exécution du feu d'artifice ainsi que la preuve que cette personne est titulaire d'une carte d'artificier attestant de sa compétence;
- . au moins 30 jours avant l'événement, l'artificier doit fournir tous les renseignements concernant le site d'activité, les mesures de sécurité mises en place, ainsi qu'une preuve d'assurance responsabilité d'au moins deux millions de dollars (2 000 000\$).

13.2 Utilisation de pièces pyrotechniques professionnelles

L'artificier à qui une autorisation est délivrée doit, lors de l'utilisation de pièces pyrotechniques, respecter les conditions suivantes :

- . maintenir sur place, en permanence, une personne titulaire de la carte d'artificier;
- . utiliser les pièces pyrotechniques uniquement aux endroits et dans les circonstances prévus et autorisés par l'autorité compétente;
- . suivre toutes les mesures de sécurité stipulées dans « Le manuel de l'artificier » de la division des explosifs du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources.

SECTION 14 MESURES DE SÉCURITÉ

14.1 Obligation d'un plan d'évacuation

Dans un bâtiment pour lequel le présent règlement exige un système d'alarme incendie, il faut afficher bien en vue, à chaque étage, au moins un exemplaire des mesures à prendre en cas d'incendie, accompagné d'un schéma qui indique clairement l'emplacement des issues et des installations de sécurité incendie.

14.2 Obligation d'un plan de sécurité incendie et de mesures d'urgence

Un plan de sécurité incendie et de mesures d'urgence est requis dans les bâtiments et aux endroits suivants :

- . un établissement de soins ou de détention;
- . un établissement institutionnel;
- . une résidence supervisée;
- . dans les aires où des liquides inflammables et des liquides combustibles, des matières dangereuses sont entreposées;
- . dans les aires où l'on effectue des opérations ou des procédés dangereux.

14.3 Contenu du plan de sécurité incendie et de mesures d'urgence

Le plan de sécurité incendie et de mesures d'urgence doit être préparé avec le SSI et les autres autorités responsables et doit comprendre :

- . les mesures à prendre en cas d'incendie pour faire retentir l'alarme et prévenir le service incendie;
- . les renseignements aux occupants sur la marche à suivre quand l'alarme retentit, la procédure d'évacuation des occupants et les mesures particulières à prendre pour évacuer les personnes ayant besoin d'aide;
- . la désignation et la préparation d'une personne pour les opérations de sécurité incendie;
- . la formation à donner au personnel de surveillance et aux autres occupants quant à leurs responsabilités en matière de sécurité incendie;

- . les documents y compris les dessins indiquant le type, l'emplacement et le mode de fonctionnement de toutes les installations de sécurité incendie du bâtiment;
- . la tenue d'exercice d'évacuation;
- . la surveillance des risques d'incendie dans le bâtiment ainsi que l'inspection et l'entretien des installations du bâtiment prévues pour assurer la sécurité des occupants.

SECTION 15 AUTRES DISPOSITIONS

15.1 Tarif pour les interventions sur un véhicule routier

(Modifié le 5 mai 2014)

Lorsque le service de protection contre l'incendie est requis pour prévenir ou combattre l'incendie d'un véhicule, le propriétaire de ce véhicule qui n'habite pas le territoire de la municipalité et qui n'en est pas un contribuable est assujetti à un tarif qui correspond au coût réel du service basé sur les mêmes taux horaires que la Société de Protection des forêts contre le feu (SOPFEU) pour les véhicules d'interventions ajouté au salaire des pompiers présents lors de l'intervention au taux horaire en vigueur tel que fixé par le conseil municipal.